

ÉNERGIE SAGUENAY

PROJET DE CONSTRUCTION D'UN COMPLEXE DE LIQUÉFACTION DE GAZ NATUREL À SAGUENAY

Deuxième partie de l'audience publique du BAPE

Commentaire

présenté au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

par

Marie-Laurence Trépanier

14 octobre 2020

Au président, M. Denis Bergeron

Au commissaire, M. Laurent Pilotto

Bonjour, je m'appelle Marie-Laurence Trépanier et je suis une citoyenne de la ville de Québec, amoureuse de plein air et de la région du Saguenay.

Je m'oppose fortement au projet de GNL-Québec, qui à mes yeux ne repose sur aucun argument valable, que ce soit sur le plan économique, écologique ou social.

Les promoteurs du projet se targuent de lutter contre les changements climatiques en proposant une alternative au charbon en Asie. Or, à ce jour, aucun contrat n'est là pour prouver que le gaz liquéfié de l'usine à Saguenay ne remplacerait du charbon sale, et aucune étude ne permet d'établir la proportion éventuelle de charbon qui serait remplacée par le gaz naturel. Rien ne garantit qu'il n'y aurait pas addition de ces énergies plutôt que substitution (c'est ce qui arrive la plupart du temps quand on développe une nouvelle source d'énergie).

De plus, différentes sources (tels les 40 économistes ayant signé la lettre ouverte critiquant le projet de GNL Québec, publiée le 15 octobre 2019) affirment que le principal marché visé est plutôt l'Europe et que GNL Québec compte sur une hausse de la demande en gaz naturel pour écouler sa marchandise, c'est-à-dire sur une politique de l'Union européenne peu ambitieuse sur le plan du développement des énergies renouvelables. Sur le plan écologique comme sur le plan économique, ces projections sont le reflet d'une vision de l'avenir arriérée misant sur l'exploitation des ressources fossiles et le statu quo en matière de relations avec notre environnement.

GNL-Québec vante la carboneutralité de son projet, mais ne l'a pas encore démontrée. De toute façon, cette prétendue carboneutralité ne concernerait que l'usine en tant que telle, qu'on ne peut raisonnablement détacher du projet d'ensemble, qui inclut le transport d'un gaz sale (obtenu par fracturation hydrolique) par pipeline sur des milliers de kilomètres, sa liquéfaction, puis à nouveau son transport sur des milliers de kilomètres dans de gigantesques méthaniers (gaugeons que tout cela ne fait pas partie d'un bilan carboneutre). On utiliserait certes l'hydroélectricité, fleuron de l'énergie renouvelable au Québec, pour faire fonctionner l'usine; mais, précisément, ce serait pour transformer et vendre à l'étranger une énergie émettrice de GES plutôt que pour développer de nouvelles sources d'énergie renouvelable! Ce n'est pas ce que veulent les Québécois.e.s.

En résumé, si ce mégaprojet va de l'avant, il n'y aura pas de transition énergétique possible au Québec, et tous nos efforts des dernières années pour réduire nos émissions de GES seraient réduits à néant.

Tout cela est sans compter les impacts catastrophiques que la présence des méthaniers pourrait avoir sur les bélugas, dont la survie est déjà menacée. Des chercheurs ont d'ailleurs demandé un moratoire sur l'augmentation du trafic pour assurer la survie de ce mammifère marin. Nous avons assez nui à la faune et à la flore de notre belle province; notre devoir de citoyen.ne.s, le devoir de nos dirigeant.e.s et celui des corporations est de défendre cette faune et cette flore qui nous apportent tant et qui ne se résument pas à de simples ressources.

C'est d'ailleurs la beauté des lieux qui amène tant de touristes chaque année au Saguenay. L'observation des bélugas, les activités nautiques et la pêche blanche dans le Fjord sont des activités économiques respectueuses de l'environnement dont dépendent de nombreux Saguenéen.ne.s. Elles seraient affectées négativement par la présence de méthaniens, et tout le secteur touristique en subirait donc les conséquences.

La création d'emplois et autres retombées économiques pour le Québec ne peuvent justifier le développement de projet d'usine de GNL-Québec, pour les raisons déjà évoquées mais aussi, simplement, parce que les promoteurs sont américains et que le gaz proviendrait de l'Alberta. Et, bien entendu, le projet ne pourrait aller de l'avant sans investissements massifs de la part du gouvernement. En 2020, n'est-il pas censé être résolu, le temps de la vente à rabais de nos ressources à des intérêts étrangers? Soyons enfin maîtres chez nous!

Il n'y a pas d'acceptabilité sociale au Québec pour le projet de GNL-Québec : une pétition a recueilli plus de 85 000 signatures. De nombreuses lettres ouvertes co-signées par 40 économistes, 126 universitaires, 160 scientifiques ont été publiées; 250 médecins se sont prononcés contre le projet; de nombreux groupes communautaires, écologistes, associations étudiantes sont mobilisés sur le terrain... En faut-il davantage?

Le projet d'usine de liquéfaction de gaz naturel à Saguenay est une insulte à l'intelligence des Québécois.e.s. Je réitère par conséquent, en tant que citoyenne, ma forte désapprobation à l'égard de ce projet.

Marie-Laurence Trépanier